

COLLECTE DES SIGNATURES D'ÉLECTEURS

Une dure épreuve pour les partis

Déjà qu'elle constitue une sérieuse entrave pour les « vieux » partis à la tradition de militance avérée, l'opération de collecte des parrainages d'électeurs pour valider leurs listes de candidature pour les élections législatives du 4 mai prochain relève tout simplement du mirage pour ces partis saisonniers qui ne se manifestent qu'à l'occasion de similaires rendez-vous électoraux avant de sombrer de nouveau dans l'oubli.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - C'est un véritable «tour préliminaire» comme dans les compétitions sportives, que l'écrasante majorité des partis est appelée à subir à travers cette épreuve de collecte de signatures d'électeurs pour valider une quelconque liste électorale. Ceci conformément à une disposition de la nouvelle loi portant régime électoral qui astreint les partis qui n'ont pas obtenu 4% aux élections législatives d'il y a cinq ans ou ne disposant pas d'au moins 10 élus locaux (APC, APW) dans une circonscription électorale à collecter 250 signatures d'électeurs pour chaque siège de député à pourvoir dans ladite circonscription.

Ne sont exempts de cette corvée que les deux partis du pouvoir, le FLN et le RND et peut-être le MPA alors que le reste de la classe politique y est contraint dans nombre de wilayas du pays.

Encore que cette opération ne semble pas se dérouler comme il se doit puisque des partis dénoncent des «irrégularités» qui voilent mal l'intention de limiter la participation partisane à ce scrutin.

C'est ainsi que le RCD dénonce des entraves administratives qui

entachent l'opération de collecte de ces paraphes d'électeurs. Comme c'est le cas à Tamanrasset où le président du bureau régional du parti ne s'est vu remettre, au niveau des services habilités de la wilaya, les formulaires de souscription qu'hier mercredi. «Jusqu'au moment où je rédige cette information (mardi à 16 h), la wilaya de Tamanrasset refuse de remettre les formulaires pour la collecte des signatures pour les candidatures aux élections législatives du 4 mai.

Les responsables de cette structure arguent qu'ils n'ont pas encore reçu les documents du ministère de l'Intérieur. Ceux qui connaissent les distances qui séparent les communes du Sud algérien peuvent imaginer l'impact de ce blocage sur l'opération de collecte», écrivait, avant-hier, le président du RCD sur sa page Facebook. Et à Mohcine Belabbas de commenter, un brin ironique : «Monsieur Derbal avait raison hier quand il suggérait que la Haute instance de surveillance des élections a déjà échoué dans sa mission». Cela dit, ailleurs, au niveau des autres wilayas du pays, le parti ne semble pas affronter le même tra-

cas puisqu'il poursuit l'opération de collecte des signatures au niveau de plus de trente wilayas. Avec l'essaimage de la presque totalité des wilayas de l'ouest, du sud du pays où le parti nourrit de larges espoirs de «créer la surprise». Aussi, le parti est exempt de cette collecte au niveau d'une quinzaine de wilayas où il vérifie l'une des conditions de l'article 94 de la loi portant régime électoral.

Du côté du PT, concerné par cette collecte des signatures d'électeurs au niveau d'une dizaine de circonscriptions électorales, on relève d'autres anomalies que celles soulevées par le RCD.

Selon Youcef Taâzibt, membre de la direction du parti et député sortant, au niveau de certaines wilayas, il a été exigé de nos représentants locaux l'original de l'habilitation signée par la secrétaire générale du parti.

Une «aberration au moment où l'on parle de la facilitation des procédures administratives», selon notre interlocuteur qui relève également l'«austérité» qui touche les imprimés de souscription dont le nombre remis aux représentants des partis équivaut au nombre exigé par la loi pour l'ensemble des sièges à pourvoir au niveau de chaque circonscription. «Comme s'il ne pouvait pas y avoir d'erreurs ou de détérioration de quelques-uns de ces imprimés», estime notre interlocuteur pour qui toutes ces «anomalies» sentent une volonté d'expédier cette élection, déjà que les conditions socioéco-



Photo : DR

Collecte de signatures d'électeurs pour valider une liste électorale.

nomiques ne sont pas faites pour intéresser les citoyens à la chose politique en général et électorale en particulier».

Sérénité chez les «verts»

Chez la mouvance verte, c'est la sérénité qui règne, surtout que ses membres les plus en vue ont vu cette contrainte de collecte levée. Selon le secrétaire général du mouvement Nahda, le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales a fait une «lecture souple» du fameux article 94 de la nouvelle loi électorale en faisant bénéficier chacun des membres de l'Alliance de l'Algérie Verte concoctée à trois (Nahda, MSP, Islah) à l'occasion des élections législatives du 10 mai 2012 du bénéfice des 4% des suffrages exprimés obtenus par le triumvirat ou encore de l'autre

condition du même article, celle des 10 élus locaux (APC-APW) pour bénéficier de la dispense de cette collecte de signatures d'électeurs. Autrement dit, les deux nouvelles alliances, MSP-FC et FJD-Nahda-EI Binaa n'auront pas trop de soucis puisqu'elles ne seront contraintes au parrainage d'électeurs qu'au niveau d'un nombre restreint de circonscriptions électorales. Quant au mouvement Islah qui part en solo au rendez-vous du 4 mai prochain, il se voit bonifier d'un cadeau pour son «recentrage».

Il bénéficie, en effet, de cette «largesse» dans la lecture de l'article 94 de la loi électorale alors qu'il est incapable d'honorer la collecte des signatures d'électeurs dans la quasi-majorité des wilayas, ombre de lui-même qu'il est devenu.

M. K.

TRANSPARENCE DES PROCHAINES LÉGISLATIVES

Les garanties du ministère de l'Intérieur

Hier matin, Lakhdar Amara, directeur général par intérim des affaires juridiques et libertés publiques au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, a été au rendez-vous d'information phare de la matinale de la Radio Chaîne 3, chez Souhila El Hachemi.

Mounira Amine-Seka - Alger (Le Soir) - Selon M. Amara, le processus des élections est assez rodé, au vu des nombreuses opérations électorales qu'a vues passer le pays. «Au niveau technique et logistique, tout a été fait du côté de l'administration et toutes les dispositions ont été prises pour le bon déroulement des élections.»

Le fichier électoral, informatisé depuis longtemps, sera purifié grâce aux nouvelles technologies qui ont permis la numérisation de l'état civil. Ce qui permet d'avoir de meilleurs résultats en matière d'assainissement du fichier électoral et la mise à jour des renseignements des citoyens qui n'ont pas pu se mettre à jour, comme, par exemple, l'adresse en cas de déménagement.

De cette manière, toutes les personnes inscrites sur la liste électorale peuvent se rapprocher de la mairie pour y apporter les rectifications si nécessaire. M. Amara a également ajouté que toute personne inscrite sur la liste pourra voter en présentant sa carte d'électeur ou, en cas d'absence de celle-ci, sa pièce d'identité nationale.

Au sujet des critères d'elligibilité des candidats et au retrait des formulaires de candidature quant au choix de ces derniers, M. Amara répond que les critères sont définis par la loi, notamment l'âge qui est défini au minimum à 25 ans, la nationalité algérienne et un casier judiciaire qui ne serait pas enta-

ché d'un crime grave. Ce qui est certain, selon lui, c'est que grâce à cette nouvelle technologie qu'est la numérisation, le dossier de candidature a été simplifié, puisqu'il n'est demandé au candidat que de remplir le formulaire, apporter un justificatif vis-à-vis du service national, ainsi que le certificat de nationalité qui ne sera plus à fournir une fois que la base de données numérique du ministère de la Justice sera constituée. Un dossier bien léger, contrairement au lourd dossier exigé, il n'y a pas si longtemps. «Beaucoup de facilités ont été apportées à la candidature, puisque, en plus de l'allègement du dossier, le nombre de signatures aux souscriptions est passé de 400 à 250 au niveau national et de 400 à 200 au niveau international», concernant la diaspora. Ce qui laisse penser à une bonne participation, selon lui.

Souhila El Hachemi interroge son interlocuteur sur la manière dont on pourrait contrôler le casier judiciaire des candidats, en cas d'un passif lié au terrorisme. A cette question, le représentant de l'administration répond que «si le candidat n'a pas été condamné par la justice, ni privé de ses droits, sa candidature ne pose aucun problème».

Les récoltes de signatures semblent se faire de manière frauduleuse, selon certains bruits de couloir. «On dit que certains candidats monnaient les signatures», demande son interlocutrice. A cela, l'invité de la rédaction répond que la Haute Instance de surveillance des élections, qui est une institution totalement indépendante constituée de la société civile et de représentants de la justice, comme les magistrats, est présente à toutes les étapes des élections, avant, pendant, après et que, pour combattre cela, des lois et des sanctions sont prévues. «Cela relève du travail des partis politiques et les signatures se font devant les officiers, en pré-

sence de ladite Instance de surveillance». Quant à la question des bonnes pratiques et de la probité, «cela concerne tout le monde, des partis politiques, à la Haute Instance de surveillance des élections aux citoyens», souligne M. Amara.

«Ces 250 signatures obtenues sont les 4% de voix minimum exigées aux candidats. Est-ce que cette condition ne servirait pas à l'élimination des candidats qui n'ont pas atteint ce palier ?», demande la journaliste de la Chaîne 3. «La loi ne prévoit aucune situation d'exclusion, répond-il, tout le monde peut être admis à la candidature, sous réserve de certaines conditions, comme celle d'avoir 4% dans la circonscription des signatures des citoyens et c'est pourquoi le nombre des signatures a été revu à la baisse, dans le but de faciliter les choses. Certes, les 4% sont exigés au niveau des circonscriptions où les candidats voudraient se présenter et non à l'échelle nationale», répond-il.

Il est clair, selon M. Amara, que «les très nombreux partis politiques qui aspirent au pouvoir doivent se rapprocher de la population et ainsi être présents à toutes les circonscriptions du pays», ajoutant qu'un parti politique peut facilement atteindre les 1 000 à 2 000, voire plus de signatures et les fameux 4% ne seraient qu'une simple réorganisation de la sphère politique. «Rappelons-nous, que dans un passé récent, nous avons beaucoup de listes indépendantes qui, pour contourner les élections, allaient vers les partis politiques pour se faire parrainer et de là, les partis qui n'avaient pas d'ancrage à l'intérieur du pays, pouvaient être présents. Donc, cette réorganisation permet un déroulement transparent des élections qui s'adaptent aux bonnes pratiques politiques.» Plusieurs décisions ont été prises, conformément à la nouvelle Constitution, pour le bon déroulement des

élections, dont la condition de la transparence portée dans les deux lois organiques. «La Haute Instance de surveillance des élections garantit une supervision judiciaire et une surveillance des listes et du vote électoral», a-t-il souligné, ajoutant que «tous les textes d'application ont été publiés dans le *Journal officiel* n°4 et 5. Ainsi, tout l'arsenal réglementaire est mis en place, conformément à la nouvelle Constitution». Au niveau politique, précise M. Amara, les partis seront présents aux bureaux de vote, au moment du vote, lors du dépouillement et même lors de l'établissement du procès-verbal et à sa remise aux APC et wilayas. «La surveillance se fera à tous les niveaux à travers toutes les étapes», rassure-t-il.

Selon certains partis, souligne M^{me} El Hachemi, quelques dispositions ont été placées tardivement, tel le régime électoral dont ils viennent de prendre connaissance, ce qui retarde le déploiement des partis sur le terrain. M. Amara répond que le Parlement a voté cette loi au bon moment, ce qui ne pose aucun problème aux candidats.

M. Amara a répondu à deux questions des auditeurs dont l'une portant sur la présentation de candidats qui n'ont de certificats que celui de leur naissance, insinuant par là, le niveau intellectuel bas ou, pire, ceux qui n'ont à présenter que leurs gros sacs pleins d'argent. A cela, l'invité répond que pour être candidat, il faudrait remplir certaines conditions. L'autre question des auditeurs était en rapport avec le développement du système numérique et à l'informatisation des administrations. «A quand le vote en ligne ?»

M. Amara répond que même dans les pays les plus développés, le vote en ligne pose des problèmes, mais qu'il ne serait pas exclu d'y recourir.

M. A.-S.